

## **LA RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS**

### **INTRODUCTION**

Actuellement, la Loi RCR ne reconnaît pas les associations de retraités de sorte que celles-ci n'ont aucun droit de représenter les retraités qui seraient membres d'une telle association. L'Alliance des Associations des Retraités soumet qu'une telle reconnaissance serait de nature à protéger les intérêts des retraités et à faciliter l'administration des régimes de retraite.

### **LA COMPOSITION DES COMITÉS DE RETRAITE**

Présentement, les articles 147 et 147.1 de la Loi RCR prévoient que les retraités ont droit d'élire un membre sur le comité de retraite avec droit de vote et un membre sans droit de vote s'ils en décident ainsi lors de l'assemblée annuelle. Par ailleurs, la loi ne prévoit pas le nombre de représentants de l'employeur de sorte qu'en pratique, les employeurs nomment généralement une majorité de membres du comité de retraite. En conséquence, les représentants des participants actifs et des participants retraités jouent un rôle relativement mineur sur les comités de retraite.

En réalité, les comités de retraite, tels qu'ils existent dans la Loi RCR, se trouvent en position de conflit d'intérêts structurels. En effet, comme ils sont composés d'une majorité de représentants de l'employeur, il est difficile pour eux de ne pas considérer les intérêts de l'employeur lorsqu'ils prennent les décisions. Ainsi, les membres des comités de retraite sont en position de conflit d'intérêt lorsqu'ils choisissent les hypothèses actuarielles qui ont un impact sur les cotisations que l'employeur devra payer à la caisse ou lorsqu'ils établissent la politique de placement, puisque celle-ci a un impact sur les cotisations de l'employeur et sur les risques assumés par la caisse.

### **LES PRÉOCCUPATIONS DES RETRAITÉS DANS UN RÉGIME DE RETRAITE**

Les retraités ont essentiellement deux préoccupations dans un Régime de retraite : tout d'abord, ils veulent s'assurer du paiement intégral de leur rente. Deuxièmement, ils espèrent une amélioration à leur rente si des surplus sont créés par des rendements excédentaires sur le capital qui est réservé pour payer leurs rentes (c'est à dire le passif des retraités). En effet, si des rendements excédentaires sont créés, cela signifie que les retraités ont payé trop de cotisations lorsqu'ils étaient participants actifs ou, mis autrement, que leur rente n'est pas assez élevée pour les cotisations qu'ils ont faites dans le passé.

## **LA RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS FAVORISERAIT LA PROTECTION DES INTÉRÊTS DES RETRAITÉS ET FACILITERAIT L'ADMINISTRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE**

Présentement, la Loi RCR reconnaît les syndicats comme porte-parole des participants actifs syndiqués dans quelques situations. À titre d'exemple, les articles 146.5 et 230.1 de la loi reconnaissent aux syndicats le droit de représenter les participants actifs dans les cas de congés de contribution et de partage de surplus à la terminaison d'un régime. On sait également que les syndicats sont investis, par le Code du travail, du droit de négocier pour tous les salariés de l'unité de négociation.

Ce droit de représentation n'existe pas dans le cas des retraités qui sont laissés à eux-mêmes.

## **FACILITER LA CRÉATION D'ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS**

L'Alliance des Associations de Retraités **recommande** (**insister avec plus de force sur la nécessité d'agir de la part du Gouvernement provincial**) sur d'encadrer le processus de création d'associations de retraités dans la Loi RCR de façon à en faciliter la création en donnant à ces associations des pouvoirs de représentation de leurs membres.

Ainsi, la Loi RCR devrait donner aux associations de retraités le droit de représenter leurs membres, de défendre leurs intérêts et de voter pour eux sur tous les sujets où la loi prévoit la nécessité d'un vote. L'article 230.1 sur le partage de surplus de la terminaison, l'article 146.5 sur la reconnaissance du droit à des congés de contribution ou le vote lors d'une fusion tel que prévu à l'article 196 sont des exemples de situation où les associations de retraités pourraient voter pour leurs membres.

La loi RCR devrait également soumettre à l'acceptation des Associations de retraités toute modification au régime de retraite qui les affecte, notamment toute modification d'utilisation des surplus.

Étant donné qu'il y a une difficulté de rassembler les retraités parce que ceux-ci ne travaillent plus dans un endroit commun et que la Loi sur la protection des informations personnelles interdit au comité de retraite de fournir les coordonnées des retraités, il est nécessaire que des mesures soient prises pour faciliter la création des associations de retraités. Par exemple, on pourrait permettre à une association de retraités de joindre, à l'avis d'assemblée annuelle envoyée par le comité de retraite, une lettre à l'attention de tous les retraités les informant de la création d'une association de retraités et les invitant à en joindre les rangs.

L'Alliance des Associations de Retraités soumet qu'une association de retraités constituerait un interlocuteur valable pour l'employeur et les syndicats et serait de nature non seulement à favoriser la protection des droits des retraités mais aussi de faciliter l'administration des régimes de retraite.